

Bulletin d'histoire politique

La nécessaire histoire du politique Présentation

Jean-Marie Fecteau



Volume 18, numéro 3, printemps 2010

La nécessaire histoire du politique

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054829ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054829ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Fecteau, J.-M. (2010). La nécessaire histoire du politique : présentation. *Bulletin d'histoire politique*, 18(3), 113–116. <https://doi.org/10.7202/1054829ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2010

Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Second dossier

Présentation

La nécessaire histoire du politique

Jean-Marie Fecteau

Professeur

Département d'histoire

UQAM

Le 19 novembre 2008, la Chaire Hector-Fabre, avant sa fermeture, a organisé un colloque intitulé : *Quelle histoire politique pour le Québec ?*¹. Il s'agissait de provoquer la réflexion sur l'état des lieux en histoire politique, prenant prétexte de la parution récente d'une imposante synthèse sur l'histoire de la ville de Québec, synthèse portant de façon importante sur l'histoire politique². Nous avons demandé à quatre spécialistes de se prononcer sur le type d'histoire politique à l'œuvre dans cette synthèse et de partir de cette critique pour réfléchir sur l'état des lieux en histoire politique. Chacun de ces spécialistes a travaillé sur des périodes différentes de l'histoire du Québec et a donc pu apporter son expertise propre pour chacune. Nous publions ici leur contribution respective sur l'histoire politique de la Nouvelle-France (Catherine Desbarats), du régime anglais (Louis-Georges Harvey), de la période confédérative (Yvan Lamonde) et de la Révolution tranquille (Michel Sarra-Bournet). Avant de faire place à ces analyses, on me permettra deux remarques introductives.

Premièrement, à la lecture de ces quatre contributions, on ne peut qu'être frappé de *l'extension* donnée au concept d'«histoire politique», et cela, sur deux plans. D'abord sur celui de *l'espace*. Comme le fait remarquer Catherine Desbarats, les approches récentes, notamment la «New Imperial History» remettent en question une histoire coloniale trop enfermée

dans les limites assignées à chaque colonie et promeut un élargissement des perspectives, en lien avec les exigences d'une histoire ouverte au défi du mondial. Cela est vrai autant pour la période ayant précédé les mouvements nationalistes que pour celle ayant présidé à l'hégémonie de l'État contemporain.

Ensuite sur le plan des *thématiques* et des *approches*. La remise en question d'une histoire « nationale » est maintenant bien connue (nous y reviendrons), mais il est certain que les tendances récentes de l'historiographie influent fortement sur le traitement du politique. Ce n'est donc pas un hasard si deux des auteurs (Louis-Georges Harvey et Yvan Lamonde) insistent, par exemple, sur la dimension *culturelle* du politique et sa nécessaire analyse historique. Il en est de même de ces « angles-morts » (Desbarats) de la recherche qui mettent de façon renouvelée en évidence des clivages socio-politiques souvent sous-estimés (par exemple, l'esclavage en Nouvelle-France, le rôle des anglophones progressistes dans le discours républicain des années 1830).

L'histoire politique n'est donc pas à l'abri – bien au contraire et c'est tant mieux ! – de ces brassages d'idées et de ces approches souvent rebelles qui la remettent en question. Ce qui nous amène à notre deuxième remarque. Michel Sarra-Bournet insiste, avec raison croyons-nous, sur l'importance de cette « dimension particulière de la réalité » que serait le politique. Ce n'est pas ici le lieu d'en dire davantage sur cette remarque. Comment, cependant, ne pas être frappé par le flou relatif des enjeux sous-jacents à cette notion d'« histoire politique », un flou que les débats lors du colloque de novembre (et que les textes publiés ici) n'ont pas dissipé. La volonté de développer l'histoire politique³ ne peut être ramenée cyniquement à la construction de « champs » satisfaisant le désir de se démarquer d'intellectuels en mal de reconnaissance. Il ne s'agissait pas non plus de promouvoir le retour aux formes anciennes de traitement du politique, formes dénoncées (et d'ailleurs grossièrement caricaturées) par l'école des *Annales*. Cette volonté ne relevait nullement, enfin, de la volonté d'implanter, dans l'espace de la pratique historique, une logique de territorialisation exclusive ou de cloisonnement du savoir permettant l'apparition de « sous-disciplines » avec leurs méthodes et leurs hypothèses propres.

Dans ce contexte, je considère que l'histoire politique ne constitue pas un « champ » de recherche, si on entend par là une aire de pratique strictement délimitée par des frontières rigides et imperméables. Il ne s'est jamais agi de revendiquer une quelconque « autonomie », au sens d'une relative exclusivité dans les méthodes d'approche ou dans la détermination des objets de recherche de cet espace clos. C'est pourquoi, à ce niveau, le désir de développer l'histoire politique n'avait rien à voir ou si peu, en ce qui me concerne, avec la « question nationale »⁴. L'espace national n'est, en effet, tous les historiens sérieux du politique le reconnaissent depuis long-

temps, sans avoir attendu pour cela la révélation post-colonialiste, qu'une des multiples formes historiques de cristallisation du politique, dont la validité heuristique ne peut prétendre couvrir les périodes précédant l'histoire contemporaine. La téléologie est ici, comme toujours, bien mauvaise conseillère, comme le montre éloquemment Desbarats dans son texte.

La promotion d'une histoire politique allait bien au-delà de ces faux débats. Il s'agissait, fondamentalement, de mener une interrogation, sur le mode diachronique, sur une dimension (ou un niveau, si on préfère) du mode d'exister de l'humanité, soit *le politique*. Le fait qu'un « être ensemble » génère, tout à la fois, des relations de pouvoir spécifiques, diverses formes d'institutionnalisation des pratiques sociales et un rapport tout particulier à la *décision* collective, rapport impliquant à la fois des types ciblés de contraintes et une prise particulière sur l'avenir, ce fait constitue un phénomène fondamental au cœur des formations sociales depuis que la division du travail est venue particulariser le rapport au monde des hommes et des femmes. Ce phénomène, ou plutôt cet ensemble de phénomènes autour d'une question fondamentale a été jugé, par des générations de chercheurs en sciences humaines, comme assez important pour fonder une discipline tout entière vouée à le comprendre, soit la science politique. En ce sens, l'histoire politique n'est que la poursuite, avec les armes de la pratique historique, de cet enjeu de savoir porté en diachronie.

Il ne s'agit donc nullement de savoir à quel « champ » peut bien appartenir tel questionnement, et encore moins de postuler que ce questionnement est rendu caduc par son « élargissement » ou sa « complexification »⁵. Il s'agit bien plutôt de savoir comment les multiples façons d'interroger l'histoire nous font avancer dans la compréhension des destins collectifs que l'humanité se donne depuis la nuit des temps, dans la saisie du politique comme forme fondamentale de l'existence et de l'agir collectifs.

Le postulat fondamental à l'œuvre ici, il faut bien le dire, est qu'il est légitime et immensément important d'organiser une production de savoir, une interrogation scientifique, autour d'un questionnement préalable jugé comme étant *a priori* fondamental, et qu'il existe, dans les sciences sociales, un nombre pour l'instant limité de ces questions : comment les femmes et les hommes produisent-ils et distribuent-ils les conditions matérielles de leur existence ? Comment organisent-ils dans un tout à la fois cohérent et transformateur leurs représentations et leurs pratiques symboliques ? Comment organisent-ils leur espace et s'adaptent-ils à celui qu'ils habitent ? Par quels mécanismes cognitifs s'opère la perception humaine du réel ? Comment se construit l'image de soi dans l'espace des relations sociales comme dans le temps de son vécu personnel ? Comment se structure, dans un espace socio-politique donné, le foisonnement labile des rapports sociaux ? C'est autour de ces questionnements de base que se sont structurés l'économie, les sciences de la culture, la géographie, les sciences cognitives,

la psychologie et la sociologie, notamment. Bien sûr, l'interdisciplinarité, les questionnements croisés novateurs transcendant les « frontières » disciplinaires, sont venus interroger ces mêmes frontières et bouleverser profondément les problématiques et les hypothèses de départ, mais sans jamais ébranler ou remettre en question, je crois, la pertinence fondamentale de ces questions pour l'avenir de l'humanité.

Le propre de l'histoire, son défi et sa malédiction, est de poser *toutes* ces questions en mode diachronique. D'où son éclatement structurel, d'où le flou constant de ses catégories analytiques, terreau fertile de tous les relativismes et à toutes les « déconstructions ». D'où, par là même, l'exigence, tant éthique que scientifique, de rétablir dans leur intégrité essentielle l'importance de ces questionnements fondamentaux dans la pratique historique.

C'est avec cet objectif en vue que s'impose à nous, encore et toujours, la nécessité de l'histoire politique.

Notes et références

1. Je tiens à remercier mon collègue Robert Comeau pour l'aide apportée à l'organisation de ce colloque et pour avoir permis la publication des actes dans ce numéro du BHP. Merci aussi à Mourad Djebabla, coordonnateur de la Chaire, pour son soutien organisationnel.
2. Christian Blais, Gilles Gallichan, Frédéric Lemieux et Jocelyn Saint-Pierre, *Québec : Quatre siècles d'une capitale*, Québec, Les publications du Québec, 2008.
3. Volonté aux origines de la création du présent *Bulletin*, que j'ai essayé, avec d'autres, d'explicitier dans une série de textes programmatiques. Voir : « Manifeste », *Bulletin de l'Association québécoise d'histoire politique*, vol. 1, n° 1, 1992, p. 4-5 ; « Le retour du refoulé : l'histoire et le politique », *Bulletin de l'Association québécoise d'histoire politique*, vol. 2, n° 3, hiver 1994, p. 5-10 ; « Notre histoire politique », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 7, n° 1, automne 1998, p. 6-9.
4. Il y aurait beaucoup à dire sur cette confusion entre l'histoire politique et l'histoire nationale, entretenue par une certaine mode « déconstructionniste » et qui assimile toute volonté de mettre en valeur la dimension politique de l'histoire à une entreprise idéologique de type « nationaliste ». Pour un bel exemple de cette confusion intellectuelle érigée en posture pseudo-progressiste d'« ouverture au monde », voir Michèle Dagenais et Christian Laville, « Le naufrage du projet de programme d'histoire "nationale". Retour sur une occasion manquée accompagné de considérations sur l'éducation historique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 60, n° 4, printemps 2007, p. 517-550.
5. La complexité et la diversité, naguère instrument d'approfondissement du savoir, sont devenues, dans l'environnement « post-moderne », arguments pour justifier refus de penser le réel, dans sa profondeur propre, autrement que sur le mode de la construction contingente, du processus ciblé ou de l'agir pragmatique.